

Unité départementale Rouen-Dieppe
1, rue Dufay
76100 Rouen

Rouen, le 19/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/06/2024

Contexte et constats

Publié sur 

METROPOLE ROUEN NORMANDIE

Immeuble le 108
108, allée François Mitterrand - CS 50589
76100 Rouen

Références : UDRD.2024.07.T.539
Code AIOT : 0005800489

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/06/2024 dans l'établissement METROPOLE ROUEN NORMANDIE implanté 108, allée François Mitterrand Immeuble le 108 - 76100 ROUEN. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente action vise à vérifier la conformité des installations d'incinération vis-à-vis des MTD issues du BREF incinération "WI". Elle s'applique aux installations pour lesquelles ces MTD sont devenues opposables le 3 décembre 2023.

Les prescriptions à contrôler sont celles introduites par l'arrêté du 12 janvier 2021 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3520 et à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3510, 3531 ou 3532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, notamment la vérification :

- du respect des valeurs limites d'émission, dans l'air et dans l'eau en conditions normales de fonctionnement (périodes NOC) ;
- de la tenue d'une liste des « périodes autres que normales », dites périodes OTNOC, ainsi que d'un plan de gestion de ces périodes ;
- de la surveillance des émissions lors des périodes OTNOC.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- METROPOLE ROUEN NORMANDIE
- 108, allée François Mitterrand Immeuble le 108 - 76100 ROUEN
- Code AIOT : 0005800489
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site est autorisé par arrêté préfectoral du 24 juin 1997 (modifié par les arrêtés préfectoraux complémentaires du 9 mars 2005 et du 11 octobre 2012) à incinérer des boues de station d'épuration urbaine. De plus, la gestion de l'exploitation du site par la société MEROPUR (filiale de SUEZ) se termine en fin d'année 2024.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 Conformité incinérateurs IED

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	BREF incinération – Air	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.2.a	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
3	Surveillance des émissions atmosphériques en conditions autres que normales	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.5	Demande d'action corrective	5 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	BREF incinération – Air	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.2.a	Sans objet
4	BREF incinération – Air	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 2.2.2, et 7.1.1	Sans objet
5	Efficacité énergétique de l'installation	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.7	Sans objet
6	Plan de gestion des conditions d'exploitation autres que normales	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 3.5.1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
7	Évaluation périodique des conditions d'exploitation autres que normales	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 3.5.2	Sans objet
8	Respect des VLE associées aux rejets aqueux	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 8	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a permis de constater que l'exploitation est conforme aux prescriptions de l'arrêté du 12 janvier 2021 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération. Les valeurs limites des émissions atmosphériques et aqueuses sont respectées ainsi que les fréquences de mesure.

Toutefois, l'exploitant doit transmettre les 2 derniers résultats de mesures (du 19 juin et ceux à venir de septembre 2024) sur le mercure dans les fumées pour conforter la tendance (faible et stable) des 6 premières mesures lors de la campagne allant de 2022 à 2024 et d'acter définitivement la fréquence de mesure sur le mercure à une fois tous les six mois, comme le permet l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021. Il réalisera également une campagne de mesurage lors d'un arrêt ponctuel du four au cours de l'année 2024 afin d'estimer les émissions au démarrage et à l'arrêt lorsqu'aucun déchet n'est incinéré dont les résultats seront transmis à l'inspection.

Un courrier d'acte sera ensuite adressé à l'exploitant reprenant notamment les tableaux des valeurs limites d'émissions atmosphériques et aqueuses associées aux fréquences de mesure s'appliquant aux installations et modifiant l'arrêté préfectoral du 24 juin 1997 modifié.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : BREF incinération – Air

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.2.a
Thème(s) : Actions nationales 2024, Surveillance des effluents gazeux
Prescription contrôlée : Pour les installations d'incinération, les paramètres suivants font l'objet d'une analyse en continu : NOx, NH3, CO, SO2, HCL, HF, poussières, COVT puis en semi-continu pour les dioxine/furanes et tous les semestres pour le cadmium+thallium, HF (fluorure d'hydrogène) et la somme des métaux
Constats : L'inspection constate que les paramètres NOx, NH3, CO, SO2, HCL, poussières et COVT sont analysés en continu sauf pour les paramètres fluorure d'hydrogène (HF) et mercure (Hg) qui sont contrôlés deux fois par an. Toutefois, l'arrêté ministériel prévoit la possibilité d'une mesure à une fréquence minimale d'une fois tous les six mois si l'on applique au chlorure d'hydrogène (HCL) des traitements garantissant que la valeur d'émission fixée n'est pas dépassée et s'il est établi que le niveau des émissions HCL est suffisamment stable. L'exploitant a ainsi justifié avoir un traitement du chlorure d'hydrogène (HCL) et a démontré que les valeurs du chlorure d'hydrogène (HCL) (mesurées en 2022 et 2023) sont faibles, de l'ordre de 10 % de la valeur limite (fixée à 10 mg/Nm ³) et stables.

Concernant le suivi du mercure Hg, la justification est apportée dans le constat n° 2 du présent rapport.
Les dioxines/furanes sont suivies en semi-continu et les métaux (y compris le thallium) tous les 6 mois.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : BREF incinération – Air

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.2.a
Thème(s) : Actions nationales 2024, cas particulier du mercure (Hg)
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Mercury - Fréquence de surveillance : En continu (5) (6). Ici trimestrielle</p> <p>Notas :</p> <p>(5) Le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de mesure en continu ne peut excéder cinquante heures cumulées sur une année.</p> <p>(6) Dans le cas d'un monoflux de déchets dont la composition est régulièrement contrôlée, comme pour certains combustibles solides de récupération, et s'il est démontré durant 2 années consécutives à l'aide de cette analyse des déchets entrants qu'ils ont une teneur faible et stable en mercure, la surveillance continue des émissions peut-être remplacée par un échantillonnage à long-terme [pas de norme EN applicable], ou par des mesures périodiques, à une fréquence minimale d'une fois tous les six mois. Dans ce dernier cas, la norme applicable est la norme EN 13211.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'arrêté ministériel donne la possibilité de diminuer la fréquence de surveillance du mercure dans les fumées en passant d'un suivi continu à un suivi à minima une fois tous les 6 mois, à condition d'avoir démontré durant 2 années consécutives que les analyses sur les déchets entrants (en monoflux, ici les boues de Step) ont une teneur faible et stable en mercure.</p> <p>L'exploitant a réalisé une campagne sur 2 ans allant de mars 2022 à mars 2024 de mesures du mercure dans les boues (1 fois par mois) et dans les fumées (1 fois par trimestre) par un organisme extérieur afin de démontrer la faible et stable teneur en mercure.</p> <p>La teneur en mercure dans les boues (issues à plus de 80 % de la Step Emeraude, et le reste des Step de Saint-Aubin-lès-Elbeuf, Grand-Quevilly et Grand-Couronne) varie entre 0,42 et 1,68 mg/kg.MS (matières sèches) et semble rester stable. La valeur est 10 fois inférieure au seuil réglementaire d'autorisation en valorisation agricole de 10 mg/kg.MS (cf annexe I de l'arrêté du 8 janvier 1998 fixant les prescriptions techniques applicables aux épandages de boues sur les sols agricoles modifié).</p> <p>Les valeurs mesurées en mercure dans les fumées varient de 2 à 14 µg/Nm³ (soit une moyenne de 9 µg/Nm³) pour une valeur limite d'émission à 20 µg/Nm³.</p> <p>Toutefois, il n'y a pas encore de résultats des mesures réalisées en 2024, notamment en raison de la période de remise en marche du four n° 2 en mars 2024 selon les dires de l'exploitant. Il déclare avoir réalisé une mesure le 19 juin dernier et avoir prévu une autre mesure en septembre 2024 afin de consolider les 6 premières mesures.</p>

L'inspection considère à ce stade qu'il est démontré que la teneur en mercure dans les boues incinérées est faible et stable. Les valeurs d'émission mesurées dans les fumées confirment également le respect en dessous de la valeur limite d'émission fixée à 20 µg/Nm³. La surveillance continue des émissions du mercure peut être remplacée par des mesures périodiques, à la fréquence d'une fois tous les 6 mois.

Aussi, après la transmission des deux derniers résultats de mesures qui devraient conforter la tendance des premières valeurs, l'inspection pourra alors acter une fréquence de surveillance du mercure à une fois tous les 6 mois.

L'inspection constate que le temps d'indisponibilité du dispositif de mesure en continu est de zéro en 2023 et également à zéro pour le premier trimestre 2024.

Demande n° 1 : l'exploitant transmet à l'inspection au plus tard le 1^{er} octobre 2024, le bilan (sous forme de diagramme et tableau) des mesures du mercure dans les boues et dans les fumées en y intégrant les deux dernières mesures de juin et septembre 2024.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Surveillance des émissions atmosphériques en conditions autres que normales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.5

Thème(s) : Actions nationales 2024, Surveillance des effluents gazeux

Prescription contrôlée :

Durant les conditions autres que normales (OTNOC = other than normal operating conditions), l'exploitant d'une installation d'incinération réalise des mesures directes des polluants, notamment lorsqu'ils sont surveillés en continu. Le cas échéant, il peut réaliser une surveillance de paramètres de substitution si les données qui en résultent se révèlent d'une qualité scientifique équivalente ou supérieure à celle des mesures directes des émissions. Les émissions au démarrage et à l'arrêt, lorsqu'aucun déchet n'est incinéré, y compris les émissions de PCDD/PCDF, sont estimées à partir de campagnes de mesurage réalisées, tous les trois ans, lors des opérations de démarrage/d'arrêt planifiées.

Constats :

L'exploitant déclare ne pas avoir eu de conditions d'exploitation autre que normales (OTNOC) et donc pas de mesures de polluants réalisés. Il précise qu'il mettra en place un tableau des mesures directes des polluants notamment surveillés en continu qui sera généré en cas de OTNOC et communiqué à l'inspection.

Concernant les campagnes de mesurage tous les trois ans lors des opérations de démarrage/d'arrêt planifié, lorsqu'aucun déchet n'est incinéré, l'exploitant indique qu'aucun élément permettant d'estimer les émissions au cours du démarrage du four n° 2 (en mars dernier) n'est disponible. Il précise que les analyseurs pour la surveillance des fumées du four n° 2 n'a été basculé qu'une fois les conditions d'incinération des boues remplies, privilégiant le maintien de l'analyseur redondant sur le four en service pour éviter d'éventuelles indisponibilités.

De plus, l'exploitant indique ne pas pouvoir répondre à cette disposition tous les 3 ans, à partir d'un four « froid » en organisant une séquence d'arrêt complet du four, justifiant que la fréquence de basculement de four est plutôt de 5 ans.

Toutefois, il précise qu'une campagne de mesurage est possible d'ici la fin de l'année 2024 lors d'un arrêt ponctuel du four et un redémarrage à partir d'un lit de sable d'environ 750° C pour ne pas prendre le risque de « figer » le lit de sable qui entraînerait un arrêt forcé de l'atelier d'incinération des boues.

Demande n° 2 : l'exploitant réalisera avant le 1^{er} janvier 2025 une campagne de mesurage lors d'un arrêt ponctuel du four dont le rapport sera transmis à l'inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 5 mois

N° 4 : BREF incinération – Air

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 2.2.2, et 7.1.1

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des autres paramètres dans les rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

2.2.2. Surveillance des effluents gazeux

Pour la surveillance des effluents, l'exploitant utilise des méthodes d'analyse lui permettant de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les normes mentionnées ci-dessous sont réputées permettre l'obtention de données d'une qualité scientifique suffisante.

a) Pour les installations d'incinération : les paramètres suivants font l'objet d'une analyse en continu : NO_x, NH₃, CO, SO₂, HCL, HF, poussières, COVT puis en semi-continu pour les dioxine/furanes et tous les semestres pour le cadmium+thallium, HF (fluorure d'hydrogène) et la somme des métaux. (4) la mesure en continu du fluorure d'hydrogène (HF) peut être remplacée par des mesures périodiques, à une fréquence minimale d'une fois tous les 6 mois si l'on applique au chlorure d'hydrogène (HCl) des traitements garantissant que la valeur limite d'émission fixée n'est pas dépassée et s'il est établi que le niveau des émissions de HCl est suffisamment stable.

7.1.1 Valeurs limites d'émission

En conditions normales de fonctionnement, l'exploitant respecte les valeurs limites d'émissions suivantes, associées aux émissions atmosphériques canalisées résultant de l'incinération des déchets :

- CO ; 50 mg/Nm³

- SO₂ ; 40 mg/Nm³

- HCL ; 8 mg/Nm³

- Poussières canalisées ; 5 mg/Nm³

- COVT ; 10 mg/Nm³ - HF : 1 mg/Nm³ - Nox : 150 mg/Nm³

- PCDD/PCDF (dioxines/furannes) : 0.08 mg/Nm³ - Cd+Ti : 0,02 mg/Nm³ - NH₃ : 10 mg/Nm³ (2) la valeur Nox est de 150 mg/Nm³ si l'unité a une capacité totale autorisée de moins de 100 Kt/an (5t/h x 24 h x 365 j = 43 800 t/an < 100 Kt/an) ; (5) valeur NH₃ applicable pour les installations ayant recours à la SCR.

Constats :

L'inspection constate que la surveillance des effluents gazeux est réalisée correctement en fonction des paramètres et des fréquences (en continu, en semi-continu ou semestrielles) et qu'il n'y a pas eu de dépassements des valeurs limites d'émission en moyenne journalière en sortie de la cheminée de l'incinérateur sur la période de décembre 2023 à mars 2024.

Concernant, les mesures en semi-continu sur les dioxines/furanes, aucun dépassement n'est relevé, mais il est noté une indisponibilité à 13,9 % (dans la limite autorisée de 15 % du temps de fonctionnement annuel de l'unité) de la cartouche de janvier. L'exploitant l'explique par un défaut de présence de condensats dans la pompe d'aspiration de l'échantillon, survenu le 6 janvier créant un dysfonctionnement du préleveur qui a été remis en service après vidage le 8 janvier et dépanné le 11 janvier 2024 (vérification de l'étanchéité du circuit d'aspiration) par l'organisme extérieur de maintenance. L'indisponibilité annuelle est redescendue à 6,3 % en mars 2024.

Commentaire n° 1 : l'exploitant inscrira les valeurs limites d'émission dans les tableaux de suivi mensuels des émissions atmosphériques.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Efficacité énergétique de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.7

Thème(s) : Actions nationales 2024, Efficacité énergétique

Prescription contrôlée :

L'exploitant détermine, dans le cas d'une nouvelle unité d'incinération ou après chaque modification d'une unité d'incinération existante susceptible d'avoir une incidence notable sur l'efficacité énergétique, l'efficacité de production électrique brute, l'efficacité de valorisation énergétique brute ou le rendement de la chaudière en procédant à un essai de performance à pleine charge. Dans le cas d'une unité d'incinération existante qui n'a pas fait l'objet d'un essai de performance, ou lorsqu'il n'est pas possible de réaliser un essai de performance à pleine charge pour des raisons techniques, il est possible de déterminer l'efficacité de production électrique brute, l'efficacité de valorisation énergétique brute ou le rendement de la chaudière en tenant compte des valeurs de conception dans les conditions de l'essai de performance. L'efficacité de production électrique brute ainsi que l'efficacité de valorisation énergétique brute sont explicités au sein de l'annexe 1 - paragraphe 1.4. Les rendements indiqués dans le tableau ci-après pour les installations d'incinération des boues d'épuration et des déchets dangereux autres que les déchets de bois dangereux sont exprimés comme le rendement de la chaudière. Ce dernier représente le rapport entre l'énergie produite par la chaudière (par exemple, vapeur, eau chaude) et l'énergie fournie au four par la combustion des déchets et du combustible auxiliaire (exprimées en fonction du pouvoir calorifique inférieur). Les unités d'incinération respectent les niveaux d'efficacité énergétiques minimaux fixés dans le tableau de l'article 2.2.7

Constats :

L'inspection constate que le four n° 2 est désormais en marche et le four n° 1 à l'arrêt. Aussi, l'efficacité énergétique transmise par l'exploitant avait été calculée pour le four n° 1.

Après la visite, l'exploitant a transmis une nouvelle note de calcul pour le four n° 2 en considérant les données de fonctionnement sur les mois d'avril, mai et juin 2024. Cette note conclut que le dispositif de récupération d'énergie constitué des 2 échangeurs de calories permet aussi une récupération d'énergie supérieure à 60 % (60,2 %) et constitue une solution technique alternative satisfaisante et suffisante à la chaudière de récupération de chaleur.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Plan de gestion des conditions d'exploitation autres que normales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 3.5.1

Thème(s) : Actions nationales 2024, Conditions d'exploitation autres que normales

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en œuvre dans le cadre du SME (annexe 2.I) un plan de gestion des OTNOC fondé sur les risques visant à réduire la fréquence de survenue de conditions d'exploitation autres que normales (OTNOC) et à réduire les émissions dans l'air et, le cas échéant, dans l'eau de l'unité d'incinération lors de telles conditions. Ce plan doit fixer un plafond de durée cumulée d'OTNOC ne pouvant pas dépasser 250 h par an, à l'exception de la durée d'indisponibilité du dispositif de mesure de mercure pour lequel ce compteur peut atteindre 500 h/an et à l'exception de la durée cumulée d'indisponibilité des dispositifs de mesure en semi-continu dans la limite de 15 % du temps de fonctionnement annuel de l'unité. Ce plan doit contenir les éléments suivants :

- mise en évidence des risques de OTNOC par exemple : la défaillance d'équipements critiques pour la protection de l'environnement, telles que les fuites, les dysfonctionnements, les casses, les incendies dans la fosse de déchets, les pannes, et en conséquence la maintenance, le contournement des systèmes de traitement de fumée, les conditions exceptionnelles... ;
- mise en évidence des causes profondes et des conséquences potentielles des OTNOC ;
- examen et mise à jour régulière de la liste des OTNOC relevées suite à l'évaluation périodique.

Les phases de démarrages et d'arrêts sans déchets dans le four programmées pour cause de maintenance destinée à prévenir les pannes liées à l'usure des équipements, les périodes d'arrêt total de l'installation, ainsi que les périodes de maintien en température sans déchets des unités d'incinération de boues ne sont pas comptabilisés dans le compteur OTNOC. Le nombre et le motif de ces arrêts est reporté dans le plan de gestion des OTNOC.

Constats :

L'exploitant n'a pas pu présenter de plan de gestion OTNOC lors de l'inspection.

Toutefois, après la visite, l'exploitant a transmis un plan de gestion comprenant notamment les documents suivants :

- Fiche de situation d'urgence (exercice 2023) : Défaillance générale de l'alimentation électrique et Défaillance générale électrique 2
- Document Opératoire définissant les différentes étapes à réaliser lors du redémarrage du four d'incinération à l'aide du brûleur.
- Document Opératoire définissant les différentes étapes à réaliser lors de l'arrêt du brûleur et du passage en fluidisation.
- Fiche réflexe : procédure dans le cas d'un arrêt en charge de l'incinération provoqué par :
 - un défaut identifié par le système de sécurité du four ou engendré par une défaillance d'un équipement ;

<p>- une coupure électrique identifiant un risque d'explosion : L'objectif est le redémarrage du four d'incinération après un arrêt en charge.</p> <p>Dans ce cas, il est indispensable d'éliminer les gaz à caractère explosif du circuit d'incinération avant redémarrage du four d'incinération.</p> <ul style="list-style-type: none"> Manuel Opérateur Four Emeraude en date de 1997 <p>Ces documents permettent d'organiser la gestion des situations autres que l'exploitation normale de l'atelier d'incinération d'Emeraude.</p> <p>L'inspection constate que le compteur de durée cumulés d'OTNOC est à zéro (limite fixée à 250 h/an) et que le cumulé d'indisponibilité des mesures en semi-continu à la date de mars 2024 est à 6,3 %, inférieur à la limite de 15 % du temps de fonctionnement annuel.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Évaluation périodique des conditions d'exploitation autres que normales

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 3.5.2</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Conditions d'exploitation autres que normales</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'évaluation périodique consiste en :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la conception appropriée des équipements critiques (par exemple, compartimentage du filtre à manches, techniques de réchauffage des fumées pour éviter d'avoir à faire un bypass du filtre à manches lors des opérations de démarrage et d'arrêt, etc.) ; - l'établissement et la mise en œuvre d'un plan de maintenance préventive des équipements critiques (annexe 2, 2.1, 12) ; - la surveillance et l'enregistrement des émissions lors des OTNOC et dans les circonstances associées prévus dans l'annexe 2, 2.2.3 ; - l'évaluation périodique des émissions survenant lors de OTNOC (par exemple, fréquence des événements, durée, quantité de polluants émise) et mise en œuvre de mesures correctives si nécessaire.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique avoir un plan de maintenance préventive des équipements, transmis par courriel du 4 juillet 2024 après la visite. Ce plan reprend la surveillance des équipements critiques du site.</p> <p>De plus, à ce jour, il n'y a pas eu de condition OTNOC dans les installations. Toutefois, l'exploitant déclare et confirme qu'il surveillera et enregistrera les émissions lors des OTNOC.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Respect des VLE associées aux rejets aqueux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 8</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Valeurs limites d'émissions</p>

Prescription contrôlée :

Que les effluents soient rejetés au milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective, les rejets d'eaux résiduaire respectent les valeurs limites listées dans le tableau de l'annexe 8 de l'arrêté.

Constats :

L'inspection ne constate pas de dépassement aux valeurs limites d'émission (indiquées à l'annexe 8 de l'arrêté ministériel) dans les rejets aqueux issues du traitement des fumées en avril 2024. Toutefois, les résultats du premier trimestre 2024 n'ont pas été transmis avec le rapport d'activité trimestriel.

Les valeurs limites de rejets aqueux ainsi que les fréquences de mesure sont reprises dans le tableau ci-dessous.

Paramètres	Fréquence de surveillance MTD	Valeur limite NEA-MTD	Unités
Débit	en continu	70	m ³ /jour
pH	en continu	5,5 < pH < 8,5	-
MES	journalier	300	mg/L
DCO	hebdomadaire	360	mg/L
COT	journalier	40	mg/L
Arsenic et ses composés exprimés en As	mensuelle	0,05	mg/L
Cadmium et ses composés exprimés en Cd	mensuelle	0,03	mg/L
Chrome et ses composés exprimés en Cr	mensuelle	0,1	mg/L
Cuivre et ses composés exprimés en Cu	mensuelle	0,15	mg/L
Nickel et ses composés exprimés en Ni	mensuelle	0,15	mg/L

Plomb et ses composés exprimés en Pb	mensuelle	0,06	mg/L
Antimoine & dérivés exprimés en Sb	mensuelle	0,9	mg/L
Thallium et ses composés exprimés en Tl	mensuelle	0,03	mg/L
Zinc et ses composés exprimés en Zn	mensuelle	0,5	mg/L
Mercure et ses composés exprimés en Hg	mensuelle	0,01	mg/L
Dioxines/furanes PCDD/PCDF	mensuelle	0,05	ng/L
Molybdène et ses composés exprimés en Mo	mensuelle	Sans valeur limite	mg/L
Fluorures*	hebdomadaire	15	mg/L
Cyanures libres - CN Libres*	semestrielle	0,1	mg/L
hydrocarbures totaux*	semestrielle	5	mg/L
AOX*	semestrielle	5	mg/L

Le cadre GIDAF sera mis à jour pour tenir compte des modifications apportées par l'arrêté ministériel et permettre à l'exploitant d'y verser régulièrement les résultats de son autosurveillance.

Commentaire n° 2: l'exploitant doit veiller à transmettre les résultats d'analyses sur les rejets aqueux avec la transmission trimestrielle du rapport d'activité. Il inscrira également les valeurs limites d'émission aqueuse dans le tableau de suivi mensuel.

Type de suites proposées : Sans suite